



EAU : COMMISSION GEOGRAPHIQUE LITTORAL PACA DURANCE

22.10.2013, A AIX EN PROVENCE - COMPTE-RENDU

A la tribune

- Elsa Di Méo, Conseillère régionale déléguée à l'eau, présidente de la commission
- Pierre Aplincourt, président FNE PACA, vice-président de la commission
- André Bernard, président Chambre d'Agriculture de Vaucluse, vice-président de la commission
- Laurent Neyer, directeur adjoint, DREAL PACA
- Martin Guespereau, Directeur général, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C)
- Gaëlle Berthaud, déléguée régionale PACA & Corse, Agence de l'Eau RM&C

Dans la salle

- Acteurs de l'eau de la région PACA : syndicats gestionnaires de milieux aquatiques, techniciens de collectivités territoriales (Conseil Régional, Conseils Généraux), SCP
- Monde agricole
- **Nombreuses associations** : FNE PACA, FNE Vaucluse, FNE Alpes Maritimes, Nesque Propre, Terre de Vie & Nature Var, Surfrider Foundation Europe, CPIE Alpes de Provence, CPIE Iles de Lérins Pays d'Azur, Graine PACA, Association de Défense du Plan de La Garde (83)

OUVERTURE

Elsa Di Méo

Note l'importance prise par les sujets de l'eau actuellement

- Nombre de participants à la présente commission géographique
- Réforme territoriale en cours, qui inscrit une compétence eau dans les collectivités locales (compétence GEMAPI¹) et reconnaît les EPAGE².
- Reste le débat en cours sur la fiscalité.
- Charte régionale de l'Eau, pour laquelle la Région attend l'ensemble des acteurs.

Aujourd'hui, commission géographique renouvelée. Forte attente vis-à-vis de celle-ci : besoin d'une vraie co-élaboration des politiques de l'eau.

Pierre Aplincourt

Explique le projet du Gouvernement de prélever 210 millions € dans les budgets des Agences de l'Eau (49 millions pour l'AE RM&C) pour renflouer l'Etat. Cela équivaldrait à un impôt indirect sur l'eau.

Lecture de la motion adoptée par le Comité de bassin le 11.10.2013 contre ce prélèvement.

En savoir plus et lire la motion : <http://fnepaca.fr/non-ponction-etat-dans-budget-agences-eau-7-actu-296.php>

Martin Guespereau

Début du travail sur le prochain SDAGE³ 2016-2021. Celui-ci sera un SDAGE de stabilité, avec quelques perfectionnements : changement climatique, approche plus quantifiée de l'état des eaux.

CHANGEMENT CLIMATIQUE (CC)

Constat : tous les plans / schéma en parlent un peu, mais pas de façon coordonnée.

¹ Compétence GEMAPI : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

² EPAGE : établissement public d'aménagement et de gestion des eaux.

³ SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Le plan bassin d'adaptation au CC

- S'appuie sur les travaux scientifiques menés au niveau national et aux niveaux plus locaux quand ils existent
- Prolonge ce travail par une qualification de la vulnérabilité des territoires au CC (exprimée selon ≠ thématiques : biodiversité, enneigement, réserve utile des sols, réserves quantitatives, pluviométrie).

Vulnérabilité d'un territoire = exposition au CC * sensibilité du territoire

Tous les territoires sont vulnérables, mais à des degrés différents. Certains apparaissent comme prioritaires, c'est-à-dire que des efforts supplémentaires seront à mener sur ces territoires particuliers.

- Propose une boîte à outils (mesures réversibles ou sans-regret, mesures structurantes) dont l'objectif est de retenir une stratégie d'adaptation, améliorer les connaissances, réduire la vulnérabilité des territoires⁴.

Objectif : un plan bassin d'adaptation au CC validé à la fin du 1^{er} trimestre 2014.

Questions et remarques dans la salle

- Il faut des outils qui permettent de faire évoluer aussi les usages, l'urbanisme, et trouver des biais pour faire passer ces objectifs dans les documents d'urbanisme.
- Il n'y a pas d'outils qui concerne le domaine de l'énergie consommateur d'eau (refroidissement des centrales nucléaires, gaz de schistes...)
- Demande du monde agricole d'investissements et d'ouvrages pour sécuriser l'alimentation en eau agricole.
- Rappel que l'ensemble de la Région PACA est très aménagé et fragile, donc vulnérable.
- Demande de s'adresser aussi au citoyen et donc avoir des outils assez clairs et parlants à sa destination.
- Attention à avoir des outils pas trop standardisés pour respecter l'hétérogénéité des territoires.
- Demande d'une meilleure prise en compte des Zones Humides.
- Nombreuses questions vis-à-vis de l'urbanisme : question des Zones Humides, du ruissellement collinaire, des zones inondables.
- Zones humides et espace rivière : il est de la responsabilité du comité de bassin de donner aux élus des outils, un cadre pour protéger ces espaces, et donc pour protéger les hommes.

Éléments de réponse (M. Guespereau)

- Beaucoup d'attentes vis-à-vis de la politique Eau ! SDAGE et SAGE ont une force juridique.
- Zones humides : inventaires = maintenant acquis, aujourd'hui il faut reconnaître leurs fonctions, les protéger dans les documents d'urbanisme et passer à la gestion.
- Economies d'eau : le gaspillage n'est tolérable nulle part toutes les activités auront à faire des efforts (agriculture, urbanisme, industries).
- L'Agence ne conclura pas d'accord pour de grandes retenues d'eau. Les accords possibles commenceront avec des économies (investissements, modernisation des réseaux et systèmes...)
- Gaz de schistes : RMC est le bassin le plus concerné. Le SDAGE proposera un cadre pour les SAGE⁵ et les communes.
- Rhône : ce fleuve n'est pas inépuisable. Une étude des volumes prélevables sera lancée.
- Plan bassin d'adaptation se veut être sans tabou (exemple des mesures structurantes). On y fera entrer l'urbanisme pour préciser ce que SAGE et SCoT peuvent faire.

⁴ 6 principes d'action pour cela : i-éviter la mal-adaptation, ii-préserver les potentialités actuelles, iii-partager le niveau d'ambition, iv-économiser l'eau avant tout, v-garder raison économique, vi-explorer l'univers des possibles et privilégier les combinaisons de solutions.

⁵ SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SDAGE 2016

Etat des lieux en révision

C'est un état de la situation du bassin, comprenant une analyse pression / milieu et une analyse économique (usages, récupération des coûts).

L'état des lieux actualisé permettra ensuite l'actualisation des orientations fondamentales du SDAGE et du programme de mesures.

Actualisation du risque de non atteinte des objectifs environnementaux (RNAOE) en 2021

Faite sur la base de l'amélioration des connaissances, d'un meilleur calage du niveau d'impact des pressions et sur le retour d'expérience des acteurs (grâce à la mise en œuvre du programme de mesures 2010-2015).

Résultats : risque en hausse, hausse expliquée par une meilleure connaissance. Cela permet aussi de mieux cerner les actions à mener.

Risque de non atteinte des objectifs environnementaux par type de masse d'eau et par territoire

Types de masses d'eau	RNAOE (%)	Causes de non atteinte des objectifs environnementaux
Cours d'eau		
• Durance	53	Continuité, prélèvement, morphologie
• Littoral	58	Morphologie, hydrologie, continuité
Plans d'eau		
• Durance	/	
• Littoral	67	Pollutions, continuité, marnage
Eaux souterraines		
• Durance	28	} Prélèvements, pesticides, nitrates
• Littoral	19	
Eaux côtières	30	Morphologie de la côte, pesticides
Eaux de transition	100	Rejets ponctuels, pollutions diffuses, morphologie, échanges avec la mer

Construction du programme de mesures (PdM)

Etapas de la construction du programme de mesures

1-Etat des lieux	→	Programme de mesures
Evaluer les risques et les causes		Objectif : réduire / supprimer les causes de risques
Objectif par masse d'eau		Principes
Mesures du PdM efficaces en 2021 ?		• Améliorer le fonctionnement global du bassin versant
Oui : objectif bon état pour 2021	←	• Cibler les masses d'eau prioritaires
Non : report (avec argumentation)		• Sélectionner les mesures
		• Evaluer a priori l'efficacité des mesures pour 2021
2-analyse de la faisabilité technique et économique (mai – septembre 2014)		
3-consultation officielle (décembre 2014 – juin 2015)		
4-approbation et adoption (fin 2015).		

4 principes pour élaborer le Programme de mesures

- Consolider les dynamiques territoriales
- Trouver un équilibre entre ambition et réalisme
- Faciliter l'appropriation par les acteurs
- Programme de travail basé sur les étapes techniques, validées par des étapes politiques

Le chantier en PACA

Automne 2013 : réunions techniques thématiques des services de l'Etat, préparation du chantier avec les MISEN

Octobre 2013 – février 2014 : réunions techniques par sous-bassin versant (soit une 40aine).

Mars – avril 2014 : réunions techniques départementales de consultation avec les acteurs, usagers, collectivités territoriales, gestionnaires.

Questions et remarques dans la salle

- Oubli du principe de non-dégradation. Accent mis fortement sur la restauration, or cela favorise les mauvais élèves (ceux qui ont fait attention à ne pas dégrader ne sont pas aidés, puisque c'est la restauration qui est aidée).
- Dichotomie entre gestion des milieux aquatiques et risque inondation. Faire attention dans le cadre du SDAGE à ne pas maintenir cette dichotomie.
- Transversalité de la thématique eau. Il va falloir apprendre à ce que eau et urbanisme fassent l'un avec l'autre, et non l'un contre l'autre.
- Atteinte du bon état : il y a 3 domaines de paramètres à prendre en compte : pressions, caractéristiques milieu, état actuel du milieu.
- Ambitions doivent porter aussi sur des sujets comme la santé.
Pesticides et molécules polluantes : il faut tenir compte aussi de ce qui n'est pas mesuré (antibiotiques, perturbateurs endocriniens...). Avec le changement climatique : ce ne sont pas que des espèces piscicoles qui envahissent la Méditerranée, mais surtout des virus et bactéries. Avec les rejets de station d'épuration non traités vis-à-vis des médicaments, on favorise la sélection d'espèces résistantes.
- Assainissement : reste à traiter les questions de séparation des réseaux, et le fonctionnement / entretien des STEP.

Éléments de réponse (L. Neyer, E. Di Méo)

- Beaucoup d'espoir placé dans les EPAGE, qui porteront la bivalence gestion des milieux et prévention des inondations. Les 2 documents SDAGE et PGRI seront mutuellement cohérents.
- Il y a là quelque chose de global à construire, prenant en compte les interactions, les territoires.
- Volet santé effectivement important.
- Concertation
 - ✓ Avoir le souci de la lisibilité : quelle expertise, quelle appropriation par les acteurs et citoyens
 - ✓ Prendre le temps de l'appropriation
 - ✓ Importance de faire vivre les outils, avec des orientations, un portage politique. Il ne faut pas garder ces débats pour soi, mais au contraire partager avec la population.